



# La lettre

## de la FONDATION de la RÉSISTANCE

Reconnue d'utilité publique par Décret du 5 mars 1993  
Sous le Haut Patronage du Président de la République

N° 22 - septembre 2000 - 30 F

### Sommaire

Appel à la  
souscription nationale 2

#### Hommage

Paul COUSSERAN (1922-2000)



N'oublions  
jamais son  
exemple  
par Jean  
Rousseau 3

De la  
Résistance à  
la Déportation  
par Claire  
Richet 4

Un grand Préfet  
par Jean-Pierre Duport 6

Mémoire et réflexions  
Résistance et résistants en  
Touraine (deuxième partie) 7

Livres  
Les maquis de la Libération  
1942-1944 de P. Montagnon 10

**Éditeur:** Fondation de la Résistance,  
Hôtel National des Invalides, Corridor de Metz,  
escalier K, 75700 Paris 07 S.P.  
Reconnue d'utilité publique par décret  
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage  
du Président de la République.  
**Téléphone:** 01 47 05 73 69  
**Télécopie:** 01 53 59 95 85  
**E.mail:** fondresistance@post.club-internet.fr  
**Directeur de la publication:** Jean Mattéoli,  
Président de la Fondation de la Résistance.  
**Rédacteur en Chef:** François Archambault.  
**Rédaction:** Frantz Malassis, Nicolas Theis.  
**Maquette, photogravure et impression:**  
SEPEG International, Paris XV.  
**Revue trimestrielle - Abonnement pour un an:**  
100 F - N° 22: 30 F - Commission paritaire  
n° 4124 D73AC - ISSN 1263-5707

## Le mot du Président



C'est avec une profonde émotion que nous avons appris la disparition de notre compagnon Paul COUSSERAN, vice-président délégué de la Fondation de la Résistance. Pour nous tous, ce résistant, ancien déporté, grand serviteur de l'État, constituait un exemple. Il laisse derrière lui un vide immense.

Durant les heures noires de l'occupation, Paul COUSSERAN et moi, nous ne nous sommes pas connus, mais nous étions déjà proches par notre formation juridique et humaniste. Âgé, comme moi, de 18 ans en 1940, il connaîtra l'humiliation de la défaite et ne pourra tolérer l'iniquité de l'occupation allemande. Après son action dans le mouvement Combat, il deviendra sous-lieutenant du réseau de renseignements des Forces Françaises Combattantes Alibi, réseau auquel appartenaient déjà sa sœur et son père. Ce choix comportait, nous le savions, des risques que nous acceptions car nous pensions que c'était le prix à payer pour laver l'humiliation de 1940 et sauver l'honneur de la France.

Comme moi, il sera arrêté et connaîtra les conditions inhumaines du camp de concentration de Neuengamme.

À son retour de déportation, Paul COUSSERAN, fidèle aux valeurs pour lesquelles il avait combattu, choisit alors rapidement de se mettre au service de la France et de la République dont il deviendra un grand commis. Breveté de l'École Nationale de la France d'outre-mer, il fut nommé administrateur en Extrême Orient et vécut les paradoxes et les drames de la décolonisation avant de rejoindre le corps préfectoral qu'il quittera comme préfet de région. Alors préfet de Haute-Savoie, il appuya le projet de réalisation du Monument National de la Résistance du plateau des Glières qu'il inaugura le 2 septembre 1973 aux côtés d'André Malraux.

Homme de conviction, fidèle à ses compagnons des jours sombres, après une courte et brillante carrière préfectorale, Paul COUSSERAN s'engagea dans le monde associatif issu de la Résistance. Il devint bientôt vice-président de la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance.

En 1998, à l'appel de ses camarades, il rejoignit tout naturellement la Fondation de la Résistance dont il fut le vice-président délégué jusqu'à sa mort. Se donnant à fond dans ses nouvelles fonctions, il mettra toutes ses forces pour lui donner son élan, assurant le démarrage du Comité Historique et Pédagogique et ancrant ainsi la Fondation de la Résistance dans le monde de la recherche historique et des outils complexes qu'elle nécessite. D'un naturel généreux et chaleureux, aimant aller à la rencontre des autres, il fut l'auteur de nombreux rapprochements d'associations avec notre Fondation.

C'est au cours de cette dernière période que j'ai eu le plaisir de le rencontrer régulièrement, d'être l'observateur discret de sa lutte contre la maladie, d'être le témoin ému du dévouement qu'il manifestait au service de notre cause. Quel bel exemple de volonté, de courage et d'abnégation !

Ainsi s'est achevée la vie de Paul COUSSERAN comme il l'avait commencée quand il était encore adolescent: son engagement jusqu'au bout de ses forces pour les valeurs qui avaient fondé toute son existence.

Jean MATTÉOLI  
Président de la Fondation de la Résistance



# La Fondation de la Résistance

(Décret du 5 mars 1993. Reconnue d'utilité publique. Sous le haut patronage du Président de la République)

Le 18 juin 1940, le Général de Gaulle lançait son appel :

« La flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas »

C'est ce message que la Fondation est chargée de transmettre aux générations futures et qu'elle a traduit dans ses statuts :  
Les derniers témoins vont disparaître...

Les survivants ont, en commun, un triple devoir à assumer pendant qu'ils peuvent encore le faire :

- sauvegarder, pour l'Histoire, le témoignage de leurs luttes et de leurs peines,
- veiller à la permanence du souvenir de ceux qui ont payé de leur vie la fidélité aux valeurs de l'Homme,
- rappeler aux générations futures que les vérités de notre Civilisation ne peuvent dépendre d'un succès ou d'un échec militaire, et leur transmettre cette exigence de Justice et de Liberté, ouvrant la voie à la Communauté des Peuples.

Tels ont été les motifs de la création de la Fondation de la Résistance dont la tâche immense et urgente nécessite la mobilisation de tous nos compagnons et de toutes les forces vives de la Nation.

## Membres fondateurs :

Lucie AUBRAC ♦ José ABOULKER ♦ Général ALIBERT\* ♦ Jean-Pierre AZÉMA ♦ Jean-Bernard BADAIRE ♦ Gilbert BEAUJOLIN\*  
Général Maurice BELLEUX ♦ Général Pierre de BÉNOUVILLE ♦ Jean-Baptiste BIAGGI ♦ Marcel BLANC ♦ François BLOCH-LAINÉ  
Pierre BOLLE ♦ Claude BOUCHINET-SERREULLES ♦ Claude BOURDET\* ♦ Maurice BOURGÉS-MAUNOURY\* ♦ Léon BOUTBIEN  
Jean BRENAS\* ♦ Jean-Jacques de BRESSON ♦ Georges CAITUCOLI ♦ Jacques CHABAN-DELMAS ♦ Maurice CHEVANCE-BERTIN\*  
René CLAVEL ♦ Pierre COCHERY ♦ Éric CONAN ♦ Jean CUELLE\* ♦ Manuel DIAZ ♦ Jean-Marie DOMENACH\* ♦ Maurice DRUON  
Lucien DUVAL ♦ Yvette FARNOUX ♦ Marc FERRO ♦ Marie-Madeleine FOURCADE\* ♦ Pierre FOURCAUD\* ♦ André FROSSARD\*  
Geneviève de GAULLE-ANTHONIOZ ♦ Charles GONARD ♦ Alain GRIOTTERAY ♦ Michel HACQ\* ♦ Claude HALLOUIN  
Léo HAMON\* ♦ Stéphane HESSEL ♦ Raymond JANOT ♦ André JARROT\* ♦ Pierre LABORIE ♦ Jacques LARPEL ♦ Jean-Pierre LEVY\*  
Général Gilles LÉVY ♦ Jacques MAILLET ♦ Yves MALÉCOT\* ♦ François MARCOT ♦ Jean MATTÉOLI ♦ Pierre MAUGER ♦ Daniel MAYER\*  
Pierre MESSMER ♦ Pierre MOINOT ♦ Bernard MOREY\* ♦ Lucien NEUWIRTH ♦ Henri NOGUÈRES\* ♦ Denis PESCHANSKI  
Maurice PESSIS ♦ Jean PIERRE-BLOCH\* ♦ Claude PIERRE-BROSSOLETTE ♦ Jacques PIETTE\* ♦ Pierre PIGANOL ♦ Christian PINEAU\*  
Maurice PLANTIER ♦ Christian PONCELET ♦ Serge RAVANEL ♦ François RAVEAU ♦ René RÉMOND ♦ Henri RIOUX  
R.P. Michel RIQUET\* ♦ Ferdinand RODRIGUEZ\* ♦ Henri ROL-TANGUY ♦ Jacqueline SAINCLIVIER ♦ Général SAINT-MACARY  
Marie-Claire SCAMARONI ♦ Maurice SCHUMANN\* ♦ Général Jean SIMON ♦ Jacqueline SOMMER\* ♦ Pierre SUDREAU  
Pierre-Henri TEITGEN\* ♦ Germaine TILLION ♦ Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER\* ♦ Georges VALBON ♦ Amiral Charles VEDEL\*  
Dominique VEILLON ♦ Denise VERNAY ♦ Alain VERNAY ♦ Charles VERNY\* ♦ Benoît VERNY ♦ Hélène VIANNAY ♦ Henri ZIEGLER \*

(\*) In memoriam

## Appel à souscription nationale

Pour atteindre ses objectifs, la Fondation a besoin de votre aide. Le développement des actions en faveur de la Mémoire, la poursuite de la constitution de la Bibliothèque nationale de la Résistance, la conservation des documents et archives, l'élaboration de la documentation historique destinée aux chercheurs, aux élèves des lycées et collèges, aux professeurs, nécessitent un budget important qu'elle doit pouvoir dégager des revenus de son patrimoine encore insuffisant (12 millions de francs). Utilisez les exonérations fiscales offertes par la législation.

### Dons des Particuliers et des Entreprises :

Il est rappelé que les dons faits par les particuliers sont déductibles de leurs revenus imposables à concurrence de 40% de leur montant dans la limite de 6% de ces revenus. En ce qui concerne les dons d'entreprises, les versements faits à la Fondation seront déductibles des bénéfices imposables à concurrence de 0,325% de leur chiffre d'affaire TTC. Tout don, supérieur à 500 francs, fera l'objet d'un reçu du modèle CERFA réglementaire délivré par la Fondation afin de permettre le bénéfice de ces déductions fiscales.

Rappelons que la Fondation, sous les réserves légales, est habilitée à recevoir tous dons et legs, espèces, biens mobiliers ou immobiliers pouvant concourir à accroître son patrimoine.

### Appel aux associations :

La Fondation de la Résistance, par sa dimension nationale, le prestige de sa représentativité morale et l'indépendance que doit garantir son capital financier, aura le redoutable honneur de sauvegarder les valeurs qui ont fait l'unité de la Résistance tant intérieure qu'extérieure. À ce titre, elle sera l'héritière et la responsable attentive du patrimoine moral, intellectuel et matériel des résistants regroupés dans leurs associations nationales ou locales.



# Paul Cousseran

## N'oublions jamais son exemple

**P**aul COUSSERAN, vice-président de la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance, vice-président délégué de la Fondation de la Résistance est décédé le 22 juillet 2000 à Neuilly-sur-Seine après un combat exemplaire contre le mal qui le rongait depuis ces dernières années.

Paul COUSSERAN est né le 30 juillet 1922 à Uzerche (Corrèze). Élève au lycée Thiers à Marseille, il a 19 ans lorsqu'en 1941 il entre au sein du mouvement «Combat» qui vient à peine de naître. Dès novembre 1941 il crée avec des élèves de classes préparatoires aux Grandes Écoles, une section «*Combat Universitaire*» qui rapidement s'avère très active.

Avec le débarquement allié en Afrique du Nord et l'occupation de la zone libre, les choses deviennent plus sérieuses. Paul COUSSERAN entre en clandestinité et dès le début de 1943 rejoint son père au sein du Réseau de renseignement «*Alibi-Maurice*». Il est agent P2 immatriculé à Londres avec le grade de sous-lieutenant. Il a 20 ans et demi!

Après avoir fait ses «classes» Paul crée une section de renseignements dont la mission est de localiser les plans des aérodromes de Montpellier et de Nîmes que les alliés bombarderont par la suite et tente de monter avec des postiers de Nîmes un système d'écoute des lignes téléphoniques à grande distance utilisées par les Allemands. Mais un des agents tombe dans un traquenard et on trouve chez lui des documents qui compromettent sérieusement Paul COUSSERAN. Il devient un espion filé par la *Gestapo* et le contre-espionnage allemand et tombe à son tour dans une souricière le 27 octobre 1943.

Interné à la prison des Baumettes à Marseille, Paul COUSSERAN subit des interrogatoires très durs mais ne livre rien! Ses amis du Réseau font une tentative pour le libérer lors d'un transfert à l'hôpital, mais sans succès.

Déporté au camp de concentration de Neuengamme (nous appartenions au même convoi) Paul COUSSERAN se voit affecté aux terribles kommandos de Dessauer-Ufer puis de Fuhsbüttel près de Hambourg, où il rencontrera notre ami Jean LE BRIS.

Malade il aura la chance d'être rapatrié par la Suède (comme moi) où il est soigné d'un abcès au poumon et du typhus. Mais Paul COUSSERAN, le courageux, le battant reprend ses études. Il entre en 1946 à l'École Nationale de la France d'Outre-Mer. À sa sortie en 1948, il est nommé administrateur au Vietnam sous les ordres du général de Lattre.

À son retour en 1954, il entre à l'E.N.A.. À sa sortie en 1956, il est nommé chargé de mission au Cabinet du secrétaire d'État à l'Algérie, Marcel Champeix dans le gouvernement Bourguès-Maunoury (1956-



1957), puis à l'Organisation commune des régions Sahariennes (1958-1960). Directeur du cabinet de Jean Foyer, ministre de la Coopération dans le gouvernement de Michel Debré (1960-1962), Paul COUSSERAN sera nommé ambassadeur au Gabon.

En 1964 commence pour Paul COUSSERAN une brillante carrière dans le corps préfectoral, en tant que directeur général des Affaires civiles du S.G.D.N., puis directeur du Cabinet du secrétaire général pour la police (1967-1969).

Il est nommé préfet de la Réunion (1969-1972), de Haute-Savoie (1972-1974), de l'Essonne (1974-1977), de la région Corse (1981-1982) après un séjour en Polynésie Française comme Haut-Commissaire de la République (1977-1981).

Enfin au moment de sa retraite en 1983, Paul COUSSERAN est directeur général de la police nationale.

Placé hors cadre, il est en 1984 directeur de la campagne de l'Opposition pour les élections européennes avant de devenir en 1986 consultant à SPIE Batignolles. Paul COUSSERAN était un Gaulliste profondément attaché aux valeurs de la République, mais aussi à celles de la Résistance, s'engageant totalement dans le travail de mémoire. Homme ayant un sens aigu de l'organisation pour la plus grande efficacité possible. Au service de ses idées et de ses camarades, nous n'oublions pas comment il avait organisé de manière magistrale à Neuilly notre 40<sup>e</sup> Congrès national.

Homme courageux et digne, nous n'oublions pas, comment malgré ses souffrances il avait organisé la dernière remise des Prix aux Lauréats 1999 au Cercle militaire à Paris, faisant l'admiration de tous.

Oui! Nous n'oublierons pas tout ce qu'il a apporté à chacun et à la Confédération en particulier:

- vice-président de la Confédération,
- président de l'Union départementale des Hauts-de-Seine,
- vice-président délégué de la Fondation de la Résistance depuis 1998.

Paul COUSSERAN parmi de nombreuses distinctions était commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

Oui! La Confédération est de nouveau en deuil.

Grand serviteur de la République, par son engagement dans la Résistance, par ses hautes responsabilités au service de l'État, Paul COUSSERAN dans *la Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 21 de juin dernier, rendait un bel hommage à André Jarrot en ces termes: «*Homme de conviction, aussi courageux que modeste, généreux et tolérant, son exemple doit guider nos pas*». C'est aussi, dans notre peine profonde, l'hommage que nous te rendons, Paul. À Brigitte son épouse, à sa famille, nous disons notre affection et notre soutien et que suivant la devise de Neuengamme dont Paul fut un des survivants. «*N'oublions jamais*».

**Jean Rousseau,  
Président de la Confédération  
nationale des Combattants  
Volontaires de la Résistance**





(Coll. Claire Richet)

# Paul Cousseran (1922-2000)

## De la Résistance à la Déportation

**Nous avons demandé à Claire Richet, la sœur de Paul Cousseran qui, en Auvergne, a fait partie comme son frère et son père du réseau Alibi des Forces Françaises Combattantes, de nous retracer la Résistance de son frère.**

l'instauration du S.T.O. qui lui était applicable, Paul Cousseran quitte Marseille pour entrer dans la clandestinité. Il rejoint à Clermont-Ferrand son père et sa sœur, déjà membres du réseau Alibi. Après quelques semaines d'initiation au P.C. clandestin du réseau, le chef du Réseau Georges Charaudeau décide de le « lâcher » dans le Sud-Est pour monter un sous-réseau.

Laissons parler Paul Cousseran.

«L'été 1943 commençait. Ce fut mon dernier été avant l'épreuve. Il fut consacré à des allées et venues harassantes entre l'Auvergne et le secteur Avignon-Marseille-Montpellier. Les trains étant bondés, je voyageais en général dans le soufflet, et je connaissais tous les tunnels (plus d'une centaine) de la ligne Clermont-Nîmes. Je relevais fiévreusement les "logos" des véhicules allemands, afin de découvrir quelles unités ennemies stationnaient ou transitaient dans le secteur. Je cherchais à repérer les défenses antiaériennes des aérodromes de Nîmes et de Montpellier. J'allais directement sur les terrains d'aviation, coiffé d'une casquette des P.T.T. et avec de faux papiers, car les Allemands, par manque d'effectifs, utilisaient les postiers français pour entretenir les installations téléphoniques. Au retour, je notais tout au cœur d'un rouleau de

*papier toilette préalablement déroulé, où je glissais les notes et les plans dans le tube du cadre de mon vélo qui ne me quittait pas pour ces périple.*

*Malheureusement mon correspondant à Nîmes était un syndicaliste actif et son logement fut perquisitionné. La Gestapo (ou la police française) a trouvé dans le tiroir d'une machine à coudre les plans de l'aérodrome. C'est du moins ce que m'ont dit plus tard les gens de la Gestapo. Mon ami, immédiatement arrêté, semble être mort sous la torture, puisqu'il n'est jamais arrivé à Compiègne. Sa femme avait accepté de me livrer. Je suis tombé dans la souricière le 27 octobre. Ma captivité commençait à la caserne Vallongue. Après les premiers interrogatoires, je fus transféré à Marseille, attaché à un autre détenu, un Gitan pris dans une affaire de vol de cartes d'alimentation dans une mairie.»*

De la prison Saint-Pierre, Paul Cousseran fut transféré aux Baumettes – au total six mois passés en prison. Jeune et candide, il réussit à amuser la Gestapo tout au long des interrogatoires, avec des alibis tout prêts, mi-faux, mi-vrais conduisant à des personnes en vie, comme par hasard déjà parties à Londres ou en Afrique du Nord. Il réussit à ne rien laisser transparaître de l'organisation du réseau dont il connaissait la structure et qui n'eut pas à souffrir de son arrestation. Après l'évacuation à Belfort, ce fut le 1<sup>er</sup> septembre 1944 le départ pour Neuengamme. Il y reçut le matricule 41 042. Parmi les 106 000 détenus (Russes, Polonais, Hollandais, Danois), on comptait 10 000 Français arrivés surtout à partir de 1943. «Pour commencer j'ai été emmené quotidiennement (nous étions transportés debout sur des remorques tirées par des tracteurs) dans un "kommando" qui creusait des tranchées antichars. Puis j'ai travaillé à la pose de panneaux d'isolation de plafond, dans des maisons destinées aux S.S.. Ensuite j'ai été affecté au "kommando" de Dessauer-Ufer (plusieurs centaines de détenus). Nous logions dans les docks, d'où nous allions chaque jour dans l'usine de carburant synthétique "Ebanowerke" travailler au déblaiement du naphte répandu lors des bombardements des réservoirs.

4 En octobre 1941 Paul Cousseran, alors âgé de dix-neuf ans, était à Marseille pensionnaire au Lycée Thiers en classe de préparation à l'École Coloniale (devenue par la suite École de la France d'Outremer). Dès son arrivée au lycée, il avait adhéré au mouvement Combat en cours de formation, grâce à un surveillant assistant du professeur de Vernejoul, alors chef régional du mouvement.

«Nous avons accompli fin 1941, avec trois camarades, nos premiers actes de Résistance, en barbouillant les murs de croix de Lorraine, en remplissant de sable les boîtes à graisse des wagons de marchandises partant vers l'Allemagne. Premier acte spectaculaire: nous avons voulu interrompre un concert de l'Orchestre Philharmonique de Berlin avec des bombes lacrymogènes artisanales fabriquées à la Faculté des Sciences. Quel plaisir d'entrevoir dans notre fuite, les officiers allemands et italiens, invités d'honneur de la municipalité pétainiste, en train d'éternuer dans leur loge... Le concert fut un moment interrompu.»<sup>(1)</sup>

Tout cela était plutôt enfantin et dérisoire, comme l'étaient à l'époque les actions de la Résistance française en zone libre, faites de petits groupes épars. Pendant l'été 1942, Paul Cousseran se mit à rechercher en Auvergne dans les forêts de la Haute-Loire un site protégé destiné à recevoir une école de cadres des maquis (qui en manquaient cruellement). Le projet tourna court. En février 1943, avec

**Paul Cousseran** a été immatriculé à Londres (BU 850) avec le grade de sous-lieutenant. Voici la citation à l'ordre de l'armée qui lui a été décernée à son retour d'Allemagne\*:

«Chef d'un service de renseignement dans une région de la France occupée par l'ennemi, a réussi à créer un groupe important dans le Midi.

Arrêté par la police allemande, n'a rien révélé, malgré les menaces et les tortures, de l'organisation à laquelle il appartenait. A essayé de s'évader.

Déporté en Allemagne, a été retrouvé sain et sauf sur les côtes de Suède.»

Signé: Charles de Gaulle

\* Document communiqué par Claire Richet-Cousseran





Puis j'ai eu la chance, grâce à un kapo tzigane francophile qui m'avait pris en amitié, de travailler quelques temps en ville dans un "kommando" très restreint, occupé à charger des sacs de pommes de terre. Le centre de Hambourg n'était plus qu'un champ de ruines calcinées. Bourré de pommes de terre cuites au brasero, je me suis refait une santé, car j'avais eu un très mauvais passage, probablement une pneumonie, que j'ai "digéré" sans médicament. Les alertes étaient quotidiennes... nous n'avions pas droit aux abris et les S.S. nous obligeaient à nous coucher à terre. Après chaque alerte, il fallait se remettre au travail, sous la direction de vieux ouvriers allemands, qui, nazis ou non, ont travaillé dur jusqu'à la fin. Après ces bombardements répétés, où nous risquions le pire, on nous a évacués à la prison de la Gestapo à Fuhsbüttel.

La dysenterie m'ayant atteint, j'ai été affecté, toujours grâce à mon protecteur tzigane (qui a voulu m'épargner le "revier" et le four crématoire) à un "kommando" chargé d'entretenir le grand cimetière-parc de Fuhsbüttel, d'y creuser des fosses communes et d'y enterrer les déportés morts. Là j'ai reçu presque chaque jour un peu de nourriture (une pomme, une rondelle de saucisson, un bout de pain) d'un vieux S.S., ancien officier de marine marchande qui avait séjourné à Saïgon jadis. Il m'a peut-être sauvé. Les Alliés approchant, nous avons été embarqués le 8 avril 1945

vers un ancien Stalag, où nous avons vécu la fin de notre calvaire, au milieu d'une montagne de cadavres. Le train a erré plusieurs jours au hasard des bombardements, autour de Hambourg, pour atterrir finalement au camp de Bremerförde qui était en complète désorganisation. Beaucoup de malades étaient morts dans le train. Il n'y avait ni lit, ni meubles, ni nourriture. Deux jours ont passé. Les détenus ont commencé à manger des cadavres. Des transports arrivaient de partout. Les quelques vivres qui étaient distribués par les kapos allemands créaient des émeutes et on renonça à les distribuer. Des monceaux de cadavres parsemaient le camp.

Le 19 avril, les S.S. ont donné le départ de tous les détenus capables de marcher, environ quarante. Malgré ma faiblesse, j'ai réussi à m'y faufiler. Les

## "Notre vie n'a tenu qu'à un fil, ce qui explique que, depuis cette aventure, bien des choses nous paraissent dérisoires..."

autres devaient être liquidés. On nous a donné trois portions de pains. Puis une fusillade a éclaté. Les détenus russes s'étaient révoltés, avaient défoncé le portail. Les S.S., déchaînés, les ont déçimés à la mitrailleuse, avant de s'enfuir. Les kapos

dans cette petite ville, le dernier acte de la guerre: Doenitz est là et Bernadotte aussi. C'est à la radio de Flensburg que von Krosijk, ministre des Affaires Étrangères a annoncé le 8 mai la capitulation de l'Allemagne.

J'étais entré dans un état de semi-inconscience. Le matin du 7 mai, un groupe de militaires vint nous rendre visite très rapidement. Au milieu d'eux, un officier haut gradé, dans un uniforme que je ne connaissais pas. J'apprendrai plus tard que c'était le Comte Bernadotte. Il avait su qu'un groupe de déportés gisait abandonné dans des wagons à la gare de triage. Il était venu en personne et avait prescrit notre transfert immédiat sur un navire suédois, en direction de l'Hôpital d'Halsingborg, ce qui fut fait le 8 mai, au moment précis où la paix était annoncée par le général de Gaulle à Paris.

En Suède, nous sommes soigneusement épouillés, nettoyés et mis en quarantaine à cause du typhus. Les Suédois me soignent magnifiquement avec des perfusions et me nourrissent très progressivement. Quand je suis capable de me mouvoir, ils me transfèrent dans un autre hôpital à Ulricehamn, au bord du lac Vattern, un site magnifique. Le 23 juin, je décolle de Stockholm en avion sanitaire, nanti d'habits neufs et de nombreux cadeaux. Ma valise me sera dérobée au Bourget. Ce sera le salut de la France!...

Cinquante ans après, je me demande encore où nous avons puisé nos dernières forces pour la survie, et il faut croire que l'être humain possède en lui-même, pour les circonstances extrêmes, des réserves insoupçonnées... il y a eu tout de même 55 000 morts à Neuengamme. Les premiers à mourir au camp furent ceux qui avaient été déportés sans motif. Quant à nous, dans la course contre la montre qui s'était instaurée entre la progression des Alliés et l'affaiblissement de notre corps, survivre était une manière de continuer la guerre et cela nous a sans doute sauvés. Mais notre vie n'a tenu qu'à un fil, ce qui explique que, depuis cette aventure, bien des choses nous paraissent dérisoires... »

Claire Richet



8 décembre 1997, dans les salons du Cercle national des Armées. Remise solennelle des prix aux lauréats nationaux du Concours de la Résistance et de la Déportation. Paul Cousseran, vice-président de la C.N.C.V.R. remet leur prix aux lauréats du collège Louis Pergaud de Montbéliard.

et les derniers gardes nous ont alors conduits à un train qui partait pour le Danemark. Le bruit courrait que les S.S. voulaient nous emmener dans un "réduit danois" et nous garder en otages pour négocier leur liberté. Nous sommes arrivés à Stade pour embarquer dans le navire "Olga Siemens" qui nous a conduits, au milieu des bombardements, par le canal "Kaiser Wilhelm", jusqu'à Kiel. Là, après une halte d'une journée, nous avons été embarqués à nouveau en train, quelques centaines. Les avions anglais nous ont mitraillés à bout portant, et nous avons eu de lourdes pertes dans les wagons. Les blessés étaient abandonnés sans soin sur le bord de la voie. Après cet étrange et sanglant périple, nous sommes arrivés à la gare de triage de Flensburg, à la frontière danoise. Nous ignorions que se jouait tout près de nous

(1) Tous les passages en italique sont extraits d'un texte non publié de Paul Cousseran





# Paul Cousseran

## Un grand Préfet

S'il est un homme qui traduit au plus haut degré la notion de service de l'État c'est bien le préfet Paul Cousseran.

L'État, il l'a servi sous différentes latitudes et en différentes circonstances.

Sa carrière, brillante, l'a amené à servir comme préfet tant en France métropolitaine qu'outre-mer après avoir été ambassadeur, haut représentant de la République française au Gabon, au lendemain de son indépendance. L'État, il l'a servi, aussi, à Paris dans plusieurs cabinets ministériels ainsi qu'en tant que directeur général de la police nationale.

Le souvenir qu'il a laissé dans ces postes, aux profils bien distincts est, lui, sans nuance. Plusieurs de ses collaborateurs en ont porté témoignage : c'est

celui d'un homme accessible, ouvert, sachant prendre rapidement des décisions et fidèle à ses engagements.

Cette manière d'être n'est pas seulement celle d'un grand commis de l'État, c'est celle, d'abord, d'un homme courageux, décidant très tôt, à l'âge de 18 ans en 1940, d'engager sa personne au service de la France.

Je sais que sa discrétion ne l'amenait que rarement à évoquer auprès de ses collègues l'époque qui le marqua à jamais de son engagement dans la Résistance. Mais de son appartenance au mouvement *Combat* d'Henri Frenay et de sa déportation en camps de concentration il tirait, légitimement, la fierté de ne céder en rien dès lors que l'intérêt général de la France était menacé.

Il éprouvait, dans ses différentes fonctions, la certitude de faire son devoir et l'orgueil de ne pas vouloir céder à la tentation du compromis. Paul Cousseran, s'il n'aimait guère parler de



(Collection Brigitte Cousseran)

Paul Cousseran alors qu'il était haut-commissaire, chef du territoire de la Polynésie française.

lui a œuvré en revanche pour que se perpétue – notamment auprès des jeunes générations – l'esprit de la Résistance : courage, loyauté, fidélité à la Nation sont les premières qualités qui me viennent à l'esprit en pensant à lui, qualités qu'il s'efforçait de transmettre avec flamme.

En rédigeant ces quelques lignes, j'ai certes le sentiment de rendre hommage à un grand préfet. J'ai peut-être avant tout la certitude de saluer un grand Français. Sa carrière a été, en effet, en cohérence avec l'engagement de ses 18 ans. Elle est un exemple pour les serviteurs de l'État, elle porte témoignage d'un idéal au service de la France.

**Jean-Pierre Duport**  
**Préfet de la région Ile-de-France,**  
**Préfet de Paris,**  
**Président de l'association**  
**du corps préfectoral**

### UNE CARRIÈRE AU SERVICE DE L'ÉTAT

**1947-1954 :** administrateur de la France d'outre-mer (Extrême-Orient)

**1954-1956 :** élève à l'École nationale d'administration

**1956-1957 :** administrateur civil au ministère de l'Intérieur, chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État à l'Algérie

**1958-1960 :** chargé de mission à l'Organisation commune des régions sahariennes

**1960 :** conseiller technique puis directeur de cabinet de Jean Foyer, secrétaire d'État aux relations avec les États de la Communauté

**1961-1962 :** directeur de cabinet de Jean Foyer, ministre de la coopération

**1963-1964 :** ambassadeur, Haut Représentant de la République française au Gabon

**1964-1965 :** chargé de mission auprès du directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur

**1965-1967 :** directeur de la division Organisation au secrétariat général de la Défense nationale

**1966-1967 :** président de la commission du service national

**1967-1969 :** directeur du cabinet du secrétaire général pour la police au ministère de l'Intérieur

**1965-1969 :** maire de Limours

**1969-1972 :** préfet de la Réunion

**1972-1974 :** préfet de la Haute-Savoie

**1974-1977 :** préfet de l'Essonne

**1977-1981 :** haut-commissaire, chef du territoire de la Polynésie française

**1981-1982 :** préfet de la région Corse; préfet de la Corse du Sud

**1982 :** préfet hors cadre, hors classe

**1982-1983 :** directeur général de la police nationale





# Résistance et résistants en Touraine

## (2<sup>e</sup> et dernière partie)

par **Thierry Vivier<sup>(1)</sup>, docteur en histoire**

Dans le numéro 21 de *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, nous avons publié la première partie de cet article qui exposait les premiers engagements et les premières manifestations de la résistance dans cette région de France. Dans cette deuxième partie, l'auteur **Thierry Vivier** présente le développement et l'organisation de la Résistance en Touraine, qui suscite parallèlement l'adhésion, de plus en plus massive, de l'opinion publique, et les événements de la Libération.

### 1942 : LA RÉSISTANCE PREND CORPS ET SE STRUCTURE PAR LA MISE EN PLACE DE RÉSEAUX

Progressivement, l'opinion publique tourangelle prend fait et cause pour la Résistance en raison d'une accumulation de faits qui dissipent toute ambiguïté sur l'attitude du gouvernement du maréchal Pétain dont la compromission avec l'Occupant devient de plus en plus patente chaque jour : la poignée de mains de Montoire du 24 octobre 1940, les lois anti-juives, la rafle du Vel'd'Hiv, l'instauration du S.T.O., les déclarations tonitruantes d'un Laval (comme : «*Je souhaite la victoire de l'Allemagne*») conduisent à élargir de plus en plus le fossé entre, d'une part, les Tourangeaux, d'autre part, le gouvernement pétainiste et les Allemands, et incitent les jeunes, obligés d'aller travailler en Allemagne, à rejoindre soit les maquis, soit de Gaulle via l'Espagne et le Portugal. Par ailleurs, l'héroïque volte-face de l'Angleterre, entretenant la flamme de la Résistance par les émissions et les messages de la B.B.C., l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. et des États-Unis en 1941 et les premiers revers infligés aux puissances de l'Axe en 1942-1943 en Russie, en Afrique ainsi que dans le Pacifique, font prendre conscience aux Français et aux Tourangeaux que l'invincibilité de l'armée allemande n'est pas éternelle et que les rapports de force peuvent du jour au lendemain changer. En novembre 1942, le débarquement en Afrique du Nord et l'occupation consécutive de la zone Sud par

les troupes allemandes font basculer nombre de Français, jusque-là hésitants et désespérés, dans le sillage de l'action résistante. L'afflux d'une profusion grandissante de bonnes volontés, en particulier des jeunes hommes fuyant le S.T.O., contribue à renforcer et accélérer la structuration de la Résistance, qui au même moment fédère ses forces sous l'égide de Jean Moulin, envoyé par le chef de la France Libre dès janvier 1942. La situation de la Résistance tourangelle est à l'image de ce qui se passe simultanément à l'échelle du territoire national.

En 1942, un épisode significatif met en relief l'animosité croissante des Tourangeaux à l'égard de l'Occupant. Cinq jeunes communistes sont surpris et arrêtés après avoir inscrit des slogans hostiles aux Allemands. Ils sont peu de temps après fusillés au camp du Ruchard. Cette répression aveugle est réprouvée par l'opinion publique tourangelle : devant l'Hôtel de Ville s'assemblent hommes et femmes pour manifester leur chagrin et leur sympathie envers les victimes ; au Carmel de Tours, des chrétiens célèbrent une messe pleine de ferveur à la mémoire des jeunes victimes. Bénéficiant du soutien bienveillant d'une partie croissante de la population, la Résistance tourangelle peut dès lors mieux s'organiser.

Parmi les réseaux les plus actifs de Touraine, il faut mentionner le «*CND Castille*» de Rémy, alias Gilbert Renault et le «*réseau Alliance*». Très tôt, après avoir rejoint de Gaulle en Angleterre, Rémy par-



Collection personnelle de M. Jack Vivier

**Le tribunal militaire allemand. Jusqu'en novembre 1941, il sera situé au 118, boulevard Béranger à Tours.**

vient à mettre sur pied un réseau très efficace, chargé de surveiller les ports de l'Atlantique et fournissant de précieux et nombreux renseignements à Londres : le *CND Castille*. En Touraine, c'est par l'intermédiaire d'un certain Tillier que Rémy peut entrer avec le représentant local de «*Libé-Nord*», Jean Meunier, ancien député socialiste, et constituer une antenne du *CND Castille*, à laquelle s'agrège le cercle de pré-Résistance intellectuelle, animé par le Père de la Perraudière. Aussi retrouve-t-on au sein du «*CND Castille*» de Touraine d'éminentes personnalités comme Pierre Archambault, Gaston Papin, Anne-Marie Marteau, Gabriel Feuillet, Albert Carraz. L'activité de ce groupe est intense : il ne cesse pas de transmettre des informations sur les installations allemandes, la situation économique et l'état de l'opinion publique - de plus en plus remontée contre l'Occupant - de la région tourangelle. L'itinéraire périlleux d'Albert Carraz,





ancien aviateur, reflète l'ampleur des risques encourus quotidiennement par les agents du *CND Castille* d'Indre-et-Loire. Après avoir essayé de prendre les commandes d'un Amiot du camp de Parçay-Meslay pour rejoindre de Gaulle à Londres, il est capturé, puis relâché après avoir berné les Allemands en leur faisant croire qu'il cherchait sur l'appareil en tant que mécanicien de l'aérodrome une batterie d'accumulateurs, il parvient à saboter les Heinkel basés à Tours qui étaient en partance pour bombarder l'Angleterre; en 1943, il est pris par la *Gestapo*, parvient à ne pas parler sous la torture, est déporté en 1944 au camp allemand de Neugamme, libéré en 1945 à Sandbostel par les Anglais. Le réseau «*Cohors-Asturies*», créé à l'initiative de Christian Pineau, l'un des fondateurs de «*Libé-Nord*» se montre aussi particulièrement actif à l'image de son représentant local, Louis Pons, et à l'image de personnes valeureuses comme le docteur Morin de Joué-les-Tours ou le très courageux abbé Carlotti, curé de Chanay-sur-Lathan, qui, agent dynamique du réseau en Touraine, fut déporté, d'une part, pour avoir hébergé et caché des prisonniers de guerre et des aviateurs alliés, d'autre part, pour avoir repéré des terrains de parachutage dans la région de Saint-Laurent-du-Lin et de Lublé. En Indre-et-Loire, le réseau *Cohors* se composa d'une trentaine de membres.

À partir de 1943, sous l'impulsion de Pierre Michel, contrôleur des douanes, détaché au contrôle économique et résidant à Tours, le réseau «*Alliance*» s'implante en Touraine et consacre exclusivement son action au Renseignement économique et militaire et stratégique destiné au B.C.R.A.: il procède à l'inventaire complet des installations et des cantonnements allemands dans la région, mentionne le nombre et le type d'avions stationnés localement par la *Luftwaffe*, les industries collaborant avec l'ennemi, décrit l'état de la *Flak* et recense les terrains d'atterrissage.

À l'initiative des Britanniques, qui ont besoin de renseignements militaires, une section *Buckmaster* est créée en France dans le cadre des *Special Operations Executive*. Aussi envoient-ils des agents en France pour fonder des réseaux; ce n'est qu'à partir de 1941 que les agents des

S.O.E. sont opérationnels et peuvent exécuter les missions que leur assignent les messages personnels diffusés par la B.B.C. C'est à l'initiative de Georges Bègue, alias Georges Noble, parachuté en zone libre que sont posés les premiers jalons d'un réseau *Buckmaster* dans la région de l'Indre et du Val-de-Loire. Il se rend à Châteauroux pour rencontrer l'ancien député de l'Indre, après quelques péripéties, s'établit au château du Breuil près de Chédigny d'où il peut envoyer des messages sous le pseudonyme de *Georges Un* (les autres opérateurs radios vont porter le surnom de Georges suivi d'un numéro). À proximité du château de Breuil, est parachuté, le 27 août 1942, Henri-Paul Sévenet qui est chargé de localiser les indicateurs d'aiguilles de la S.N.C.F. entre Tours et Poitiers et est chargé de trouver des terrains de parachutage, sur lesquels sera largué ultérieurement du matériel. Cette organisation embryonnaire débouche sur la formation d'un réseau *Buckmaster* en Touraine.

Est parachuté pour la Touraine, Château-du-Loir à la fin de juin 1942, Robert Flower, surnommé *Gaspard*, chargé de créer un réseau *Buckmaster* et de repérer des terrains de parachutage. Plusieurs de ses «contacts» s'aperçoivent qu'il n'est pas particulièrement à la hauteur de la situation. Ayant failli faire arrêter un des membres du réseau et ayant discrédité à tort Pierre Culioli, qui fonde le réseau *Adolphe* en Loir-et-Cher, *Gaspard* est rappelé et neutralisé à Londres. Avant d'être mis hors course, Flower pris contact avec un fervent patrio-

te, Jean-Roger Dubois, qu'il a envoyé en Angleterre pour le former aux techniques de transmission, et qui une fois revenu en Touraine, sous le pseudonyme de «*Hercule*» ou de «*M. Pierre*», met sur pied le groupe *Lighterman*, qui organise pendant l'été 1943, dans le sillage du réseau *Buckmaster*, une série de parachutages dans la région d'Amboise, en particulier sur le terrain «*Renan*» à Saint-Ouen-les-Vignes et au lieu-dit «*les Portes de fer*» à proximité des bois du Feuillet et des Closeaux, aux confins des trois communes de Souvigny, Chargé et Mosnes. Dans ce groupe se distinguent des personnalités de grand sang froid telles le cultivateur Mulot ou Mme Rigatte, institutrice de l'école de Chargé-Artigny. Plusieurs personnes sont arrêtées par la *Gestapo* pendant l'été 1943, notamment Mme Meneau et Mme Marcelle Dubois qui ne parlent pas et ne révèlent pas l'existence, à Artannes, d'une cache d'armes que Mulot et Mme Rigatte s'empressent de venir récupérer pour camoufler le matériel dans une grotte sise au lieu-dit «*Les Caves*». En octobre 1943, une bonne partie du réseau «*Lighterman*» d'Amboise est démantelée, ce qui met fin à son action. Si Mme Rigatte et Mulot ne sont pas capturés, beaucoup sont arrêtés et certain meurent en déportation, comme Chaussard et Pierre Mangeant, Jean-Roger Dubois dit «*Hercule*». En décembre 1943, une vingtaine de résistants comme Germain Chauveau, directeur de Bronzavia, sont arrêtés à la suite de la découverte d'un stock d'armes dans le caveau provisoire du cimetière d'Amboise; au même moment, à Château-Renault, des



Collection personnelle de M. Jack Vivier

De juin 1942 à avril 1944, cet immeuble sis 17, rue Georges Sand à Tours abritait le siège de la Gestapo. Dans ces lieux furent torturés de nombreux résistants.





résistants de « *Libé-Nord* » tels que Geschikt, ancien maire de cette commune, sont également pris et déportés.

Sous l'impulsion de Jean Moulin soucieux de fédérer les diverses structures de la Résistance, la création du *Bureau des Opérations Aériennes* permet de développer sur l'ensemble du territoire national des opérations de parachutage de plus grande envergure et de procéder à une meilleure répartition des moyens (financement, armements, postes radio...). En Indre-et-Loire est mis sur pied à l'initiative d'Alfred Bernard, ancien communiste passé à la S.F.I.O. et devenu secrétaire de la fédération socialiste du département, et de Paul Jourdain, épicier à Tours, un *Bureau départemental des Opérations aériennes* dénommé « *Groupe Rabelais* ». Alfred Bernard et Paul Jourdain déploient une activité inlassable, s'employant avec l'aide de leurs compagnons de lutte à prospecter des terrains et à réceptionner les parachutages ou les agents atterrissant dans des petits avions monomoteurs dénommés *Lysander*. Le « *Groupe Rabelais* » compte à son actif le repérage et l'homologation de 14 terrains de parachutage ou atterrissage, dont un certain nombre n'ont pas été utilisés. Parmi ceux utilisés en 1943, il faut mentionner le terrain *Gide*, près de Rivarennes d'où devaient partir Pierre Brossolette (« *Bru-maire* ») et Bolaert (« *Baudouin* »). A la fin de 1943, les atterrissages doivent cesser et les membres du « *groupe Rabelais* » doivent se cacher pour éviter un coup de filet de la *Gestapo*. Toute l'équipe du terrain *Gide* est arrêtée et ses membres sont déportés : peu d'entre eux reviennent. En 1944, les deux fondateurs du *B.O.A. Rabelais* sont arrêtés : Alfred Bernard, après avoir subi des sévices meurt à Angers ; Jourdain, après une évasion rocambolesque, se suicide après avoir été repris par la police allemande. Le même sort est réservé aux autres équipes du « *groupe Rabelais* », en particulier à celle du terrain *Lamartine* de Langeais qui est décimée en janvier 1944. Dans la région lochoise, à Luzillé, d'importants parachutages ont

lieu également pendant l'année 1943 pour le compte du « *réseau Écarlate* » grâce à l'action de deux réfugiés du département de l'Aisne, Albert Bidault et Jacques Nolle, entrés auparavant en relation avec le B.O.A. Mais à partir de novembre 1943, une partie du réseau est démantelée.

D'autres réseaux ont joué un rôle notable, tel le réseau *Darius* de Jean de la Lune à Amboise ou le groupe de résistants formé à La Haye-Descartes autour du noyau familial du vétérinaire Goupille et de l'abbé Péan, qui ont fait franchir la ligne de démarcation à nombre de réfugiés, de juifs, de prisonniers de guerre évadés, d'aviateurs alliés...

## 1942-1944 : NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE

Parallèlement à la floraison des réseaux qui s'impliquent dans une action immédiate, se mettent en place dès 1942 en Touraine les premiers jalons des mouvements de Résistance qui impriment à leur engagement contre l'Occupant non seulement une orientation militaire ponctuée par des missions de renseignement et des actions concrètes (sabotages, embuscades, attentats...), mais aussi une dimension politique, leur combat s'inscrivant donc dans le cadre d'une guerre de propagande, une guerre psychologique et idéologique destinée à gagner l'adhésion de l'opinion publique, à démontrer le bien fondé de la

lutte menée par les Résistants et échauffer les lendemains politiques d'une France libérée de l'oppression, comme l'atteste l'élaboration du programme du C.N.R. mis en chantier par Jean Moulin et fruit de la réflexion politique des mouvements et des partis réunis pour la réalisation d'une juste cause.

C'est à partir de 1942, dans la partie de l'Indre-et-Loire comprise en zone Nord, que le mouvement « *Libé-Nord* » créé par Christian Pineau s'enracine avec comme chef local Jean Meunier qui déjà œuvrait dans le réseau *CND-Castille* : celui-ci se voit confier par Henri Ribière la mission d'organiser l'antenne tourangelle de « *Libé-Nord* » ; il accepte cette tâche périlleuse à condition qu'on lui fournisse des adjoints, parmi lesquels l'on trouve un certain nombre d'instituteurs socialistes comme Marcel Ballon, membre du parti socialiste clandestin et agent comme lui du *CND-Castille*, Marcel Nay, qui sillonne le département mais meurt en déportation après avoir été arrêté en septembre 1943, M<sup>lle</sup> Anne-Marie Marteau, chrétienne d'esprit socialiste. À cet entourage socialiste s'ajoutent des éléments modérés et chrétiens. Actes militaires, parachutages et renseignement, mise sur pied de filière d'évasion en relation avec les réseaux, telle est l'entreprise que s'assigne le mouvement qui subit une vague d'arrestations en septembre 1943 mais n'en renonce pas moins à prévoir parallèlement les lendemains de la Libération :

Jean Meunier désigne les responsables des principaux Comités de Libération.

Un autre mouvement se montre très actif dans la région tourangelle, le « *T.A.M.* » (Touraine - Anjou - Maine) fondé pendant l'été 1943 par le capitaine Madelin, prisonnier de guerre revenu d'Allemagne, qui s'efforce de constituer ce mouvement en Touraine à partir des groupes clandestin de l'O.R.A. Le parti communiste mène aussi une action clandestine en Indre-et-Loire, surtout à partir de 1942, où certains de ses militants rassemblés



Libération de Tours, septembre 1944. Le préfet de la Libération Robert Vivier entre dans la Préfecture.

Collection personnelle de M. Jack Vivier





# Les maquis de la Libération 1942-1944

**Pierre Montagnon,**  
éditions Pygmalion, 416 pages.

Compte-rendu de lecture par  
Michel Ambault, administrateur  
de l'association «Mémoire et  
Espoirs de la Résistance».

S'il faut en croire le dictionnaire historique de la langue française, le mot maquis « est l'emprunt (1775), adapté avec la finale française -is, du corse *macchia*, ensemble touffu d'arbustes et de plantes diverses, sens dérivé de celui de tache, les maquis formant des sortes de taches sur le flanc des collines ». Magie d'un mot popularisé par Prosper Mérimée et Mateo Falcone : les maquis furent en effet des taches isolées et glorieuses dans une France qui venait de connaître la plus humiliante défaite de son histoire.

Pierre Montagnon, souligne que le sens que prendra ce mot à partir de 1942 n'est que l'extension de cette notion. « Des hommes traqués se regroupent en des secteurs géographiques que la nature rend difficilement accessibles (...) mais il n'est pas uniquement un havre regroupant des individus s'efforçant d'échapper à l'ennemi. Il représente un groupe de combat destiné à porter des coups à l'ennemi ».

L'auteur attribue à Georges Guingouin le mérite de la constitution du premier maquis. Certains historiens sont plus nuancés (Jean-François Muracciole, *Histoire de la Résistance en France*, P.U.F., 1993). Des militants communistes avaient certes pratiqué la dissimulation de réfractaires dans le Limousin ou dans le Doubs (Fabien), mais au sens strict le premier maquis fut constitué en janvier 1943 par des réfractaires d'Annecy. À la même époque un maquis est créé à Romans et le mouvement Combat met en place un petit groupe dans le massif de l'Oisans. En Haute Savoie encore, quelques dizaines d'hommes se rassemblent aux Dents de Lafon, à La Croix Fry. Au Nord de la ligne de démarcation, dans le bocage normand, un cafetier de Saint-Etienne-l'Allier, Robert Leblanc réunit des hommes pour ce qui deviendra le célèbre maquis Surcouf.

Qui sont les chefs de ces « troupes de l'intérieur » telles que les qualifie le général de Gaulle ? « presque toujours ceux qui s'instituent

eux mêmes et que les hommes reconnaissent pour tels. (...) Faute que les cadres provenant de l'Armée aient, en masse et de bonne heure, renié Vichy » (*Mémoires de Guerre*).

Le développement des maquis doit beaucoup à l'instauration du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.), le 5 février 1943. Déjà au dernier trimestre 1942, 250 000 travailleurs étaient partis outre Rhin et le même nombre était prévu au 1er trimestre 1943. Selon les accords Laval-Sauckel, les jeunes gens nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1920 et le 30 novembre 1922 étaient soumis à l'obligation de travail en Allemagne ou dans l'Organisation Todt effectuant des travaux comme le mur de l'Atlantique. S'y soustraire est passible de 3 à 5 ans de prison. Les journaux clandestins de la Résistance situent bien l'enjeu : « Un homme qui part est un otage

que celles ci travaillent à 80% pour le Reich, le recrutement des maquis se ralentira. Il ne rejallira qu'au printemps 1944 après le débarquement en Normandie et l'ordre de levée en masse.

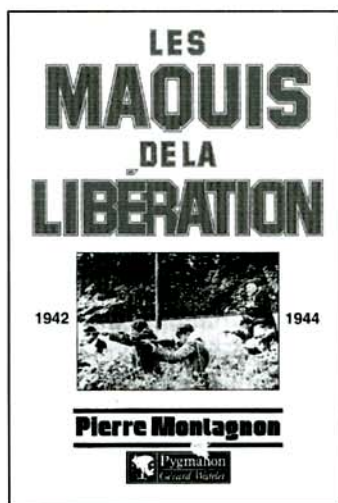
Progressivement, grâce aux parachutages d'armes, les maquis vont s'équiper, souvent dans des conditions difficiles. Et beaucoup d'amertume se manifestera à ce sujet tant à l'égard des alliés que des services de la France Libre.

Ces difficultés résultent d'abord de raisons techniques : un parachutage permettait de larguer au maximum l'armement d'une centaine d'hommes. Encore s'agit-il d'armes légères, car la doctrine stratégique officielle des alliés s'exprime par cette phrase « *True guerilla tactics does not require the employment of heavy weapons* »<sup>(1)</sup> Nombreux étaient ceux qui pensaient en outre que mieux valait 500 maquis de 50 hommes que 50 maquis de 500 combattants : les événements tragiques du Vercors devaient leur donner raison.

L'armement des maquis était aussi dépendant d'arrière-pensées politiques. Churchill avant de demander à l'État Major britannique d'intensifier les parachutages s'inquiétera auprès de d'Astier de la Vigerie « qu'est-ce qui prouve que ces armes ne serviront pas à des combats fratricides ? », relayant ainsi les rapports des services anglais faisant état du poids des maquis animés par des militants communistes.

Les considérations géopolitiques avaient leur importance. Le Premier ministre britannique privilégiait l'armement des résistants yougoslaves et grecs avec l'objectif de faire de la Méditerranée un lac anglais.

Les moyens financiers aussi faisaient défaut et l'auteur laisse un peu de côté ce problème crucial d'« intendance ». Le Service maquis recevait 7 millions par mois fin 1943 alors que les besoins s'élevaient à 25 millions. Les expédients se multiplièrent comme les « Bons du Trésor » d'Alger, utilisés comme moyens de paiement. À la veille de la Libération certains banquiers, sentant le vent tourner distribuèrent généreusement des fonds, ou acceptèrent le placement auprès de leur banque de ces Bons du Trésor. Au total 10 milliards (Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, Gallimard, 1996) ou 15 mil-



aux mains de l'ennemi, un homme au maquis est un soldat contre l'ennemi ».

Les collaborateurs le comprirent très rapidement et l'exprimèrent à leur façon : « lorsque Sauckel demande à Laval 500 000 hommes, ceci fait 499 000 bandits dans les maquis », dira Robert Brasillach à son ami Lucien Rebatet.

À l'automne 1943, le rapport du responsable national maquis donne environ 25 000 maquisards armés (Armée Secrète, F.T.P., O.R.A.). À côté d'eux une centaine de milliers d'hommes sont disponibles mais quasiment désarmés. Et, après les accords Speer-Bichelonne de septembre 1943, prévoyant que 700 000 ouvriers seront maintenus dans les usines françaises, à condition





Jeunes du maquis de Plainville (Eure-et-Loir).

liards (*Mémoires de Guerre* du général de Gaulle) seront distribués aux maquis. Peu à peu les maquis deviendront ce qu'Henri Fresnay avait imaginé dans une formule prémonitrice « nous devons organiser nos formations de telle sorte que les Anglais puissent nous considérer bientôt comme des paras déjà à terre ».

On peut regretter que ne soit pas suffisamment analysé dans le livre la façon dont Vichy et les collaborationnistes parisiens « pensent » les maquis. Certains textes méritent d'être cités. Dès septembre 1943 Déat et Darnand justifient la constitution d'un gouvernement National-Socialiste car « il y a aujourd'hui 160 000 réfractaires dont 20 000 ont pris le maquis, comme à l'époque de Mandrin (...) les autorités allemandes ont intérêt à prévenir cette désagrégation qui menacera leurs arrières en cas de débarquement ». Quant à Pétain, il compare la Résistance aux mutineries de 1917. « Je devrais aller parler à ces jeunes gens comme je l'ai fait aux mutins de 1917 ». À Darnand qui lui annonce la constitution du maquis des Glières il dit « ces jeunes gens ont tort de rester groupés il faut qu'ils se dispersent ».

L'unification des maquis ne fut pas chose facile, surtout après l'arrestation de Jean Moulin, malgré la création le 1<sup>er</sup> février 1944 des F.F.I., visant à unifier sous un même sigle et un même commandement F.T.P., A.S., O.R.A., le général Koenig en assurant le commandement théorique. Plusieurs raisons rendaient les choses difficiles :

– techniques : « la guérilla se dirige mais ne se commande pas, il est impossible d'exercer une action directe sur de petits éléments dispersés dans la nature ».

– humaines : si les F.F.I. sont censés se situer dans l'orbite de de Gaulle et du commandement inter-allié d'Eisenhower, il faut compter avec tous les chefs locaux dont l'influence personnelle est grande, et parfois les rivalités dangereuses.

– politiques : le parti communiste qui est parvenu à travers les structures du C.O.M.A.C. à jouer un rôle prépondérant s'efforce de mettre à l'écart les éléments du

mouvement Combat et de l'A.S.. C'est ainsi que le colonel Georges Rebattet (Cheval), adjoint militaire d'Henri Fresnay, devenu Responsable des maquis, sera écarté de la direction du C.O.M.A.C..

– stratégiques : le Parti Communiste pousse à l'insurrection populaire alors que les services du général de Gaulle qui vient de réus-

## L'ouvrage raconte avec bonheur la vie héroïque des hommes qui choisirent de combattre au sein de l'Armée des Ombres.

sir à se débarrasser du « Vichysme soft » du général Giraud cherche à rallier autour de lui les militaires de l'armée d'Afrique, et certains cadres métropolitains, qu'inquiètent le coté « anarchique » que prennent les maquis au printemps 1944. Une phrase des *Mémoires de Guerre* montre bien cet état d'esprit : « je prescris que les troupes clandestines soient organisées dans la mesure du possible en unités militaires conformes au règlement ».

Quelle a été la contribution des maquis à l'effort de guerre ? Le point de vue du général Eisenhower est bien connu « notre état major avait estimé a priori qu'au cours de la campagne, les F.F.I. équivalaient à 15 divisions. L'aide considérable qu'ils nous ont apportée lors du Débarquement et par la suite en facilitant la rapidité de notre avance a justifié pleinement ce point de vue ».

Quant au Britannique Alistair Forbes il souligne « Nous les Britanniques et les Américains avant tout nous devons aux F.F.I. une dette de reconnaissance. Elles ont sauvé par leur action des milliers de vies, épargné à nos troupes des semaines de durs combats. Nous leur devons aussi des excuses. Nous avons été trop longtemps aveugles à la force de l'arme qui de l'autre côté de la Manche était à la disposition de la cause alliée ».

Ces maquisards combien furent-ils ? L'après-guerre ne ratifiera que 250 000 combattants volontaires de la Résistance qui payèrent un lourd tribut puisque 24 000 d'entre eux furent tués au combat, ce chiffre ne comprenant pas ceux qui furent déportés.

L'auteur cite un autre chiffre intéressant sur le devenir de ces « civils » qui devinrent officiers F.F.I. : 3 300 d'entre eux choisirent de rester dans l'armée et y feront carrière. André Azeline, intégré comme capitaine finira colonel, Richard Marillier, le caporal Beky du Vercors deviendra lui aussi colonel, Loulou Martin sera l'un des grands noms des parachutistes de la Légion. Mais l'octroi de grades d'assimilation aux officiers F.F.I. suivant les effectifs sous leurs ordres (2 000 et plus : lieutenant-colonel, 1 000 : commandant, 300 : capitaine, 100 : lieutenant) firent tiquer les militaires de carrière.

Que vont devenir les autres maquisards après la dissolution le 28 octobre 1944 de ce que le général de Gaulle dans un autre chapitre de ses mémoires qualifie de milices armées ? « Ils sont quelque peu désorientés. Tandis que l'ennemi fuyait et que Vichy s'anéantissait, ils avaient été tentés de dire comme le Faust de Goethe : Instant ! Arrête-toi. Tu es si beau. (...) Pour eux le temps de la nostalgie commence ».

L'ouvrage de Pierre Montagnon est passionnant. D'abord parce qu'il constitue une synthèse claire. Ensuite parce qu'il raconte avec bonheur la vie héroïque des hommes qui choisirent de combattre au sein de l'Armée des Ombres. Enfin, parce qu'il révèle le regard que peut porter avec un demi-siècle de recul, un Saint-Cyrien ancien officier aux parachutistes de la Légion sur un épisode de l'histoire au cours duquel, à quelques exceptions notables, les civils eurent un temps d'avance en matière de Patriotisme.

M.A.

(1) « La véritable tactique de guérilla ne nécessite pas l'emploi d'armes lourdes »





(suite de la page 9) dans le groupe « Touraine » commettent, d'une part, une série d'attentats contre des infrastructures matérielles, les forces allemandes et les collaborationnistes, notamment contre Déat faisant une conférence au Théâtre municipal le 26 mars 1942, d'autre part des actes de sabotage dans les entreprises travaillant pour les occupants (S.N.C.F., C.I.M.T, camp d'aviation du Ripault, poudrerie). Les communistes tourangeaux diffusent des journaux clandestins tels que



Coll. personnelle de M. Jack Vivier

**Libération de Tours, septembre 1944. Robert Vivier (à gauche) préfet de la Libération, Pierre Archambault (au centre) et Jean Meunier (l'homme portant des lunettes à droite) montent l'escalier de l'Hôtel de Ville de Tours.**

avec le déclenchement d'une épuration libératrice, mais pas toujours glorieuse, permettant de faire surgir au grand jour l'engagement valeureux et sacrificiel des Résistants tourangeaux, mais refoulant aussi les vieux démons et les petites ou grandes lâchetés de l'Occupation et dissimulant certains abus commis par certains pseudo-résistants, à l'image des méfaits commis par la bande de Le Coz dans le Lochois. Certaines ambiguïtés de l'épuration, parfois sauvage, ne doit pas cependant faire oublier

*La Voix du Peuple*, *La Lanterne* ou le *Volontaire*, mènent une propagande au moyen de tracts, d'exemplaires de *L'Humanité* clandestine et de *L'Avant-Garde* venant de Paris. En Touraine, l'action du *Front National* fondé par le P.C.F. demeure modeste: en 1941-1943, il est dépourvu d'organisation pratique mais permet de nouer des contacts fort précieux; il développe essentiellement dans le canton de l'Île-Bouchard. Cependant, le groupe « Touraine », créé en 1941, associé à un autre groupe dénommé « Bataillons de Jeunesse », donne naissance au mouvement « *Franco-Tireurs partisans français* » placé sous l'autorité d'André Delaunay: au printemps 1944, le mouvement atteint une certaine maturité, car il existe des noyaux assez importants en Touraine qui jouent un rôle notable en juin 1944, notamment dans la guérilla menée contre l'ennemi. Il convient de noter l'importance de l'action menée en 1944 par les F.T.P. de la vallée du Cher, depuis Véretz à Azay-sur-Cher en passant par Dierre, la Croix, Bléré, Civray, Chenonceaux et Chisseaux.

Il ne faut pas oublier de mentionner l'action de maquis dynamiques en cette fin de guerre, tels que le maquis de Scévilles et celui d'Epernon dans la région de Loches. La libération de la Touraine ne s'est pas forgée sans drames sanglants, connaissant un épisode tout aussi tragique que celui d'Oradour-sur-Glane: le massacre de la population de Maillé, per-

pétré par des troupes allemandes en fuite. Tours n'est libérée que le 1er septembre 1944; la partie Nord du département, avant la libération de la capitale tourangelles et l'arrivée en ses murs des Américains et du préfet Robert Vivier désigné par Londres, est administrée par Pierre Archambault, l'une des premières grandes figures de la Résistance tourangelles. Place de l'Hôtel de Ville et dans la ville ayant subi de forts dommages matériels, la liesse populaire est grande quand le drapeau français est hissé. Si les Allemands sont partis, la guerre n'est pas pour autant achevée et l'examen de conscience commence

les actes de bravoure et d'abnégation et d'altruisme d'un certain nombre de résistants tourangeaux, qui se sont insurgés contre l'inacceptable dès les lendemains de la défaite et n'ont pas attendu la dernière heure pour entrer en dissidence, en s'efforçant de mettre entre parenthèses leurs dissensions partisans et de combattre pour le salut d'une patrie qui leur était chère. **T.V.**

(1) N.D.L.R.: professeur à Amboise, petit fils du préfet de la Libération en Indre-et-Loire et fils du docteur Jack Vivier, ancien médecin et auteur de plusieurs livres sur la Résistance tourangelles.



## OUVRAGES CONSULTÉS



- Mullo (René) et Rigatte (Hélène), « Aspects de la Résistance dans la région d'Amboise » in *Ambacia*, 1985, Bulletin n° 2, 1985, pp. 5-23.
- Uhart (Robert), *Amboise et sa région (1939-1945)*, Nazelles-Négron, Imprimerie des Platanes, 1995
- Uhart (Robert), *Amboise et la Touraine de 1940 à 1947*, Nazelles-Négron, Imprimerie des Platanes, 1997
- Vivier (Robert), *Touraine 39-45. Histoire de l'Indre-et-Loire durant la Deuxième Guerre mondiale*, Chambray-les-Tours, 1990.
- Vivier (Jack), *Pyrénées hostiles. Jeunes de Touraine sur le chemin de la liberté*, Chambray-les-Tours, CLD, 1987
- Vivier (Jack), *Prêtres de Touraine dans la Résistance*, Chambray-les-Tours, 1993
- Vivier (Jack), *Les instituteurs de Touraine dans la Résistance*, Chambray-les-Tours, CLD, 1997
- Vivier (Jack), *Gendarmes de Touraine dans la Résistance*, Chambray-les-Tours, 1998
- Vivier (Jack), « Un résistant valeureux: l'abbé Jérôme Besnard », in *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, Tome XLIII, Année 1992, pp. 703-711
- Vivier (Jack), « Le maquis de Scévilles », in *Bulletin de la Société Archéologique de Touraine*, Tome XLIV, Année 1996, pp. 963-972
- Vivier (Jack) et Vivier (Thierry), « La Résistance en Touraine. Les héros de l'ombre du groupe Rabelais », in *Bulletin des Amis du Vieux Chinon*, Tome IX, n° 9, pp. 1043-1062.
- Vivier (Jack) et Vivier (Thierry), « La Résistance en Richelais. Le rat des champs relève la tête », in *Bulletin des Amis du Vieux Chinon*, Tome X, n° 1, 1997, pp. 91-94
- Vivier (Jack), « Le réseau Écarlate », in *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, Tome XLV, 1997, pp. 301-319.
- Vivier (Thierry), *La politique aéronautique militaire de la France de 1933 à 1939*, Paris, L'Harmattan, 1997